



ETUDE POUR L'ELABORATION DE LA STRATEGIE D'ADAPTATION DES PRATIQUES AGRICOLES LOCALES FACE AU RISQUE ACCRU DE SECHERESSE LIE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Compte rendu : Présentation des résultats de la phase 2 (volet stratégie) de l'axe 2

Réunion du 15 janvier 2026 à Valleraugue

Rédaction	Julien JOURNOT : j.journot@alliance-env.fr Muriel LEROUX : muriel.leroux@gard.chambagri.fr
Validation	Julien JOURNOT - Chef de projet : j.journot@alliance-env.fr
Date	mardi 24 février 2026

Étude réalisée avec le concours financier de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse et du Conseil Départemental du Gard



1. ACRONYMES

CC	Communauté de Communes
CACTS	Causses Aigoual Cévennes "Terres Solidaires"

2. PRESENTS

Nombre de participants : 17

Avec la présence de :

- M. BERTHEZENE Gilles, président de la communauté de communes Causses Aigoual Cévennes
- Mme. LYSZCZARZ Dominique, chargé de mission observatoire de l'agropastoralisme et du paysage à l'entente interdépartementale Causses & Cévennes (UNESCO)
- Mme. LEBEAU Irène, vice-présidente à l'environnement et à la transition écologique à la communauté de communes Causses Aigoual Cévennes et maire de Dourbies
- M. TELLIER Sébastien, politique de l'eau et gestion quantitative à la DDTM du Gard
- Mme. Violaine UYUNI-REYES, chargée de mission zones inondables et gestion de l'eau au conseil départemental du Gard
- M. BOISSON Philippe, président de la coopérative origine Cévennes et secrétaire adjoint à la Chambre d'agriculture du Gard
- Mme. SIGAL Delphine, référente activités économiques à l'AERMC
- Mme. CABANNES Noémie, chargée de mission à la communauté de communes Causses Aigoual Cévennes
- Mme. VILLARET Célia, déléguée Territoriale au Parc National des Cévennes
- M. BULTE Simon, chargé de mission à la communauté de communes Causses Aigoual Cévennes
- Mme. GARMATH Sandrine, développement économique et touristique de la communauté de communes Causses Aigoual Cévennes
- Mme. JEANJEAN Noémie, directrice de la régie des eaux à la communauté de communes Causses Aigoual Cévennes
- M. SOUBEYRAND Simon, chargé de projet à la communauté de communes Causses Aigoual Cévennes
- Mme. LEROUX Muriel, chargée de projet eau à la chambre d'agriculture du Gard
- Mme. GALTIER Anne-Lise, cheffe de service pôle eau à la chambre d'agriculture du Gard
- Mme. DERNAUCOURT Louise, chargée de projet eau à la chambre d'agriculture du Gard
- M. JOURNOT Julien, responsable études agroenvironnement chez Alliance Environnement

3. OBJECTIF DE LA REUNION

Les objectifs étaient les suivants :

- Présenter la construction de la stratégie
- Présenter les actions à engager
- Définir la priorisation

Le support de présentation est annexé à ce compte rendu.

4. DEROULE DE LA REUNION

- Ouverture de la réunion par M. BERTHEZENE et invitation à un tour de table ;
- M. SOUBEYRAND souhaite la bienvenue à l'ensemble des personnes présentes et rappelle l'ordre du jour ;
- Présentation de cette restitution de phase 2 par M. JOURNOT et Mme. LEROUX ;
- Questions/réponses et échanges sur les éléments présentés.

5. INTERVENTIONS ET ÉCHANGES

CONSTRUCTION DE LA STRATEGIE

M TELLIER demande d'où proviennent les nombres (+12% d'ici 2050 et +32% d'ici 2100) qui sont présentés en diapositive 9. Mme LEROUX explique que ces derniers proviennent de la première partie de la phase 2 pour laquelle un COPIL avait eu lieu en octobre 2025. Ces taux d'augmentation des besoins en irrigation s'appuient sur les projections climatiques issues de l'outil CLIMADIAG (territoire Val d'Aigoual).

Mme SIGAL demande des précisions sur le mode de sollicitations des exploitants pour les ateliers de concertations. Mme LEROUX et M JOURNOT indique que 120 agriculteurs sont concernés sur le territoire. Tous ont reçu un courrier, et un mail d'invitation pour chacune des réunions. De plus, voyant le faible taux de participants en vallée des Gardons, tous les exploitants ont été appelés individuellement pour les mobiliser.

ACTIONS A ENGAGER

Il est demandé si des retours d'expérience concernant l'emploi de plaque ou bille pour limiter l'évaporation des bassins sont présents en France. Mme LEROUX explique que le fournisseur danois lui avait mentionné une acquisition de ce dispositif en Charente. Mme SIGAL demande quel volume est évaporé sur un bassin. Mme LEROUX explique que cela peut représenter jusqu'à 25 % du volume du bassin.

Concernant les actions relevant de l'hydrologie régénérative, il est demandé si le principe est pertinent pour le secteur puisque la nature des sols semble peu s'y prêter. M. JOURNOT explique qu'il sera nécessaire de personnaliser l'approche au territoire pour disposer de principe applicable à celui-ci. C'est pour cela que pour cette action il y a la notion de création plutôt que de mobiliser une formation déjà en place. Mme LEBEAU appuie la proposition dans ce sens. Mme GARMATH demande la cible de cette formation. M. JOURNOT l'imaginait à destination des exploitants dans un premier temps. Celle-ci pourrait être adapté à un public plus large (élu, citoyen, ...) pour que tous en profitent à leur niveau.

Il est demandé si les aspects relatifs à l'amélioration de la qualité des sols seraient pris en compte. Mme LEROUX le confirme et indique que l'action a été intégrée au deuxième objectif opérationnel. Mme SIGAL s'interroge sur la pertinence de mettre cette action dans le premier objectif opérationnel. Mme GALTIER explique que ça été un parti pris de l'intégrer à l'objectif 2 car c'est un changement de pratique agricole.

Mme LEROUX précise, à la suite d'une question, que les financements liés au pilotage proviennent de FranceAgriMer. Les dossiers éligibles doivent concerner le pilotage et le goutte à goutte.

M. BOISSON émet des réserves quant au déploiement de l'irrigation par goutte à goutte sur les parcelles d'oignon doux. La faisabilité technique est complexe, et cela risque de générer de nombreux déchets (tuyaux jetables). De plus, cela aurait un impact sur d'autres paramètres cultureux comme la lutte contre

le thrips. Aussi, il est demandé que l'action ne concerne pas uniquement l'oignon doux comme indiqué actuellement.

Cette même remarque est formulée pour le reste des actions agricoles où il est ciblé l'oignon doux. Mme LEROUX et M. JOURNOT ajusteront le titre des actions pour englober l'ensemble des productions dans les dispositifs.

Concernant la diversification des cultures et en réponse aux retours formulés par M. BOISSON, il est rappelé que l'enjeu de l'action n'est nullement de remplacer l'oignon doux. Au regard des modélisations du changement climatique réalisées en début de phase 2, l'objectif est d'identifier une culture résiliente et à haute valeur ajoutée pour offrir la possibilité d'une diversification du territoire. Suite à la question de Mme SIGAL, Mme LEROUX explique que les cultures proposées à l'étude ont déjà fait l'objet d'une sélection préalable avec le conseiller maraîchage de la chambre d'agriculture. Ces cultures répondent aux contraintes et spécificités du territoire et font preuve de résilience face au changement climatique. Les éléments ayant conduit aux choix des cultures alternatives proposées devront être précisés.

Concernant l'action pâturage en forêt domaniale, il est mentionné que celle-ci est déjà engagée et qu'il reste peu d'opportunité. Mme LEBEAU suggère de voir cette action comme un travail à conduire avec l'ONF pour l'aménagement des parcelles spécifiques pour le pâturage. L'objectif serait de faire évoluer certains aménagements vers des aménagements plus adaptés pour le pâturage.

Concernant l'installation de nouveaux exploitants, la principale contrainte mentionnée reste de trouver un logement d'après Mme LEBEAU.

Concernant l'action observatoire du foncier en déprise, il est mentionné que celle-ci a déjà été identifiée dans le cadre du Projet Alimentaire Territorial.

Dans le cadre des actions sur le dernier objectif opérationnel, il est proposé de regrouper les actions E3 et E7 qui convergent vers une même finalité. M. TELLIER alerte les participants sur le fait que ce type de groupe thématique ne peut venir en remplacement des structures déjà existantes (ex : CLE). Il faut que cela soit pensé comme un lieu d'échanges et de discussions.

À la suite des échanges concernant l'observatoire locale de l'eau (équipé d'un outil prédictif), cette action est retirée puisque peu pertinente (en effet, les débits chutent trop rapidement).

PRIORISATION DE LA STRATEGIE

À la suite des échanges entre les participants, il a été proposé de prioriser les actions selon les paramètres suivants :





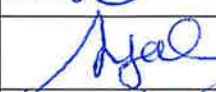



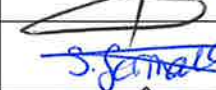



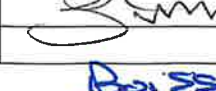


- La facilité de mise en œuvre
- Le financement de l'opération
- Le gain sur la ressource
- L'efficacité
- Le temps passé
- Le changement de pratique induit pour faire face au changement climatique
- Le besoin exprimé par le monde agricole

6. PROCHAINES ETAPES

- Production d'une synthèse de toutes les actions avec volet financier et priorisation
- Comité de pilotage final
- Rédaction du rapport final

Copil Axe 2 - Projet Eau et Agriculture

15 janvier 2026

Nom et Prénom	Fonction et structure	Signature	Adresse Mail
Soubeyrand Simon	CAC-TS		
Perraudoulet Louise	CA-30		
A. Lisa GACTIÈR	CA 30		
LEROUX Moniel	CA 30		
JOURNO, Julien	Alliance Eau		journo@alliance-eau.fr
Sigal Delphine	Agence de l'eau		delphine.sigal@eaucevennes.fr
ZYSZARZ Dominique	Echange Causse Cévennes		
S. TEUEN	DSTM 2		
LEBEAU Inès	VP CAC-TS		in.lebeau@orange.fr
BERTHEZENE Gilles	Idt CAC-TS		
GARMATH Sandrine	CC CAC-TS		
JEANJEAN Noémie	Regie CACTS		
VILLARET Célia	PNC		celia.villaret@cevennes-parcnational.fr
CADANNES Noémie	CC CAC-TS		
BULTÉ Simon	CC CAC-TS		
BORSSON PHILIPPE	RECHAMPPE D'AGRICULTURE		

Avec la participation
financière de :



Alliance Environnement
130, rue Clément Ader
34 400 Lunel

ÉTUDE POUR L'ÉLABORATION DE LA STRATÉGIE D'ADAPTATION DES PRATIQUES AGRICOLES LOCALES FACE AU RISQUE ACCRU DE SECHERESSE LIE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

PHASE 2 : ACCOMPAGNEMENT DANS L'ÉLABORATION DE LA STRATÉGIE D'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Étude s'inscrivant dans l'Appel à Manifestation : *Eau et climat : agir plus vite, plus fort sur les territoires*"



COPIE – Restitution phase 2

Le 15 janvier 2026

RAPPEL : PHASAGE DE L'ÉTUDE

Phase 1: Etat des lieux de l'agriculture présente sur le territoire de la CC CAC (versant RMC)

Etape 1 : Collecte des données

Etape 2 : Rendu de l'état des lieux

Phase 2: Accompagnement dans l'élaboration de la stratégie d'adaptation des pratiques agricoles locales face au risque accru de sécheresse lié au changement climatique

Etape 1 : Modélisation spatialisée des consommations hydriques

Etape 2: Recherche et identification de solutions innovantes

Etape 3 : Etude agri-économique des solutions innovantes

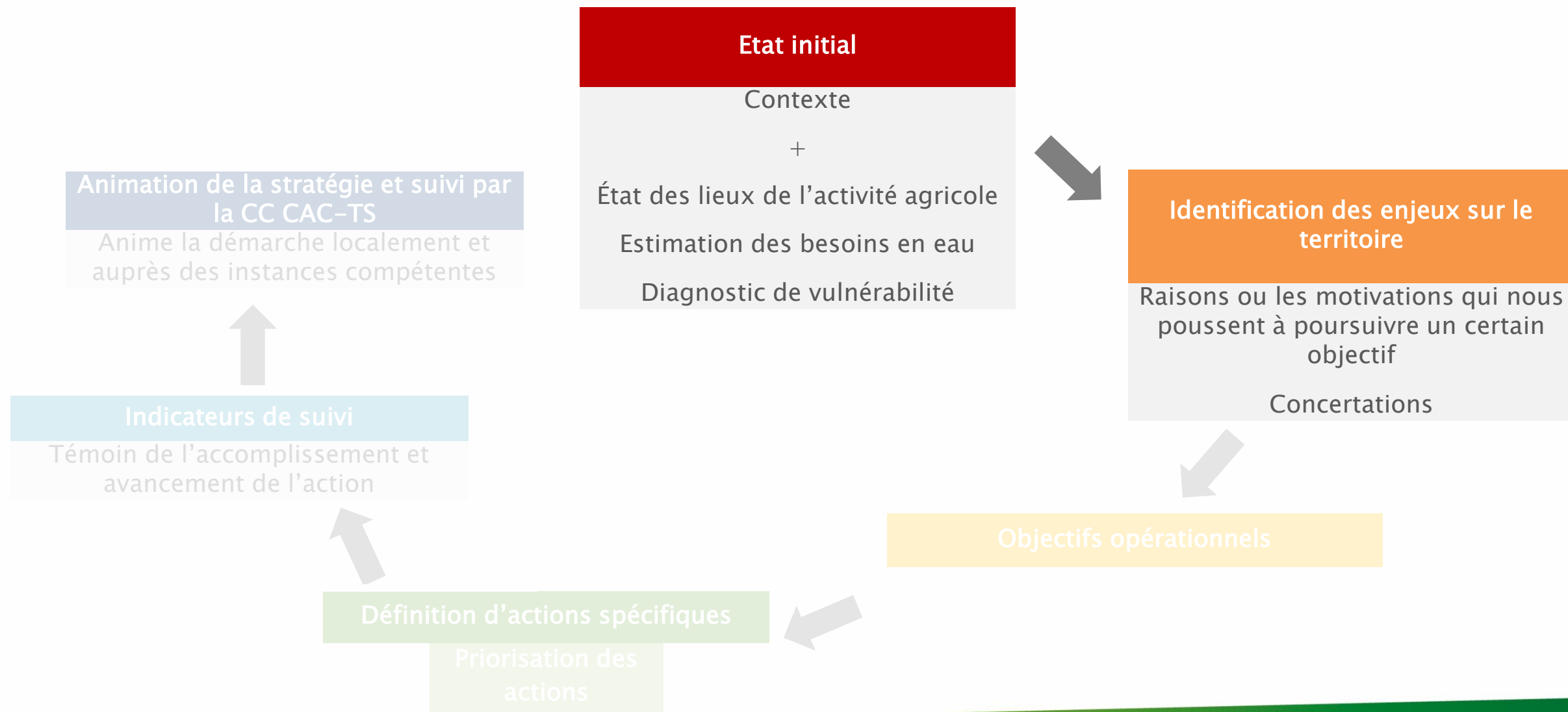
ORDRE DU JOUR

1. Construction de la stratégie
2. Actions à engager
3. Quelles priorisations ?

ORDRE DU JOUR

1. Construction de la stratégie
2. Actions à engager
3. Quelles priorisations ?

ELABORATION DE LA STRATÉGIE



RAPPEL DES PRINCIPAUX CONSTATS ET DÉDUCTION DES PRINCIPAUX ENJEUX

Contexte de la démarche lancée

CONSTAT	ENJEUX ASSOCIÉS
Climatique : 2022+2023 → absence de pluies efficaces sur le territoire	Disponibilité de la ressource Répartition entre les différences usages
Etude Eau & Climat sur le département du Gard : <ul style="list-style-type: none">- +4°C d'ici 2100- Baisse des pluies estivales- Augmentation des épisodes violents- Baisse des débits de cours d'eau- Hausse du besoin des cultures	Résilience des cultures produites Pénibilité du travail Disponibilité de la ressource Destruction des structures existantes (ex : mur, béals, ...) Erosion Volumes d'eau importants sur un temps court Biodiversité Accès à l'eau pour les cultures durant l'été
Importance de l'eau en agriculture	Maintien des activités
Configuration paysagère du territoire : relief, absence de ressource souterraine, ...	Disponibilité de la ressource Accès à l'eau

RAPPEL DES PRINCIPAUX CONSTATS ET DÉDUCTION DES PRINCIPAUX ENJEUX

Phase 1 – Etat des lieux de l'activité agricole (1/2)

CONSTAT	ENJEUX ASSOCIÉS
SAU exploitée (hors volet forestier) limitée	Foncier peu disponible pour le développement de nouvelles activités
Diversité des exploitations (plusieurs ateliers et cultures)	Maintien de la typicité locale
Actifs âgés, proche de la retraite	Renouvellement des actifs et attrait du territoire
Surfaces cultivées par exploitation limitées	Nécessité de productions à forte valeur ajoutée
Irrigation par aspersion principalement	Modernisation des outils et financier
Oignon en irrigation et production à forte valeur ajoutée	Maintien d'une production à forte valeur ajoutée et accès à l'eau en période d'été
Stockages d'eau présents (43 ouvrages + 2 en projets)	Disponibilité du foncier, financier (investissement), Autonomie hydrique
Réduction des ressources fourragères	Autonomie fourragère mise en péril

RAPPEL DES PRINCIPAUX CONSTATS ET DÉDUCTION DES PRINCIPAUX ENJEUX

Phase 1 – Etat des lieux de l'activité agricole (2/2)

CONSTAT	ENJEUX ASSOCIÉS
Existence d'une marge de progression technique au sein des exploitations	Encourager le changement, l'innovation et l'investissement tout en maintenant la santé économique des exploitations
Amélioration sur l'usage de l'eau	Conflit d'usages sur l'eau Engager des changements de pratique et faciliter les investissements Restauration et l'entretien d'un patrimoine ancien d'intérêt agricole (canaux, béals, ...)
Absence de réseau collectif d'irrigation sécurisé	Réduction des coûts d'investissement et de fonctionnement Partage de l'eau
Stigmatisation d'une profession	Maintien des activités agricoles et de ses actifs Communication, valorisation d'une profession
Besoin en eau fort durant la période estivale	Disponibilité de la ressource Partage de l'eau entre les usagers
Besoin en eau plus important en production végétale (96 % des besoins) qu'en élevage (4 % des besoins)	Maintien des productions végétales Réduire les consommations d'eau liées à l'irrigation Identifier de nouvelles variétés ou cultures
Inquiétude face au changement climatique	Communication Soutien aux filières, aux acteurs économiques et aux agriculteurs Risque de déclin de l'activité agricole

RAPPEL DES PRINCIPAUX CONSTATS ET DÉDUCTION DES PRINCIPAUX ENJEUX

Phase 2 – Modélisation des besoins en eau d'irrigation

CONSTAT	ENJEUX ASSOCIÉS
Part de SAU irriguée faible par rapport à la SAU total	Maintenir les surfaces irriguées actuelles
Prairie, Oignons et pommiers (83 % de la SAU irriguées) → 87 % des besoins en eau	Dépendance de l'accès et la disponibilité à l'eau
Période estivale (juin + juillet + août) → 90 % des besoins en eau des cultures	Partage de l'eau entre les usagers Disponibilité et accès à l'eau aux périodes charnières
Besoins en eau différents selon les vallées	Mesures adaptatives selon le territoire : mise en place d'une stratégie différenciée
Autosuffisance hydrique (stockage): 12 % en vallée hérault et 7 % en vallée Gardon	Augmenter l'autosuffisance hydrique
Augmentation des besoins en eau attendue (à surface égale) - + 12 % d'ici 2050 - + 32 % d'ici 2100	Garantir l'accès à l'eau pour l'ensemble des usages Adapter l'agriculture aux changements à venir

RAPPEL DES PRINCIPAUX CONSTATS ET DÉDUCTION DES PRINCIPAUX ENJEUX

Phase 2 – Diagnostic de vulnérabilité du territoire au changement climatique

CONSTAT	ENJEUX ASSOCIÉS
Evolution défavorable de la plupart des indicateurs climatiques et agro-climatiques	Sécurisation des productions Gestion résiliente des ressources en eau disponibles
Impact du changement climatique similaire sur l'ensemble du territoire de la CC CAC-TS	Agir partout Définir une stratégie différenciée
Territoire vulnérable à la canicule (toutes cultures + élevage)	Risque de perte de l'activité agricole Adapter le territoire aux changements à venir
Territoire vulnérable à la sécheresse (toutes cultures)	Risque de perte de l'activité agricole Adapter le territoire aux changements à venir

PROGRAMME D' ACTIONS

Processus de concertation

En salle : 10 présents
En extérieur : 13 présents

Résultats phase 1



Pistes d'actions



Journée thématique



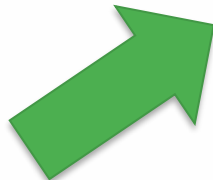
Concertations
des acteurs



Soirée grand public

9 présents

Actions



Résultats phase 2-1

Ateliers de co-construction

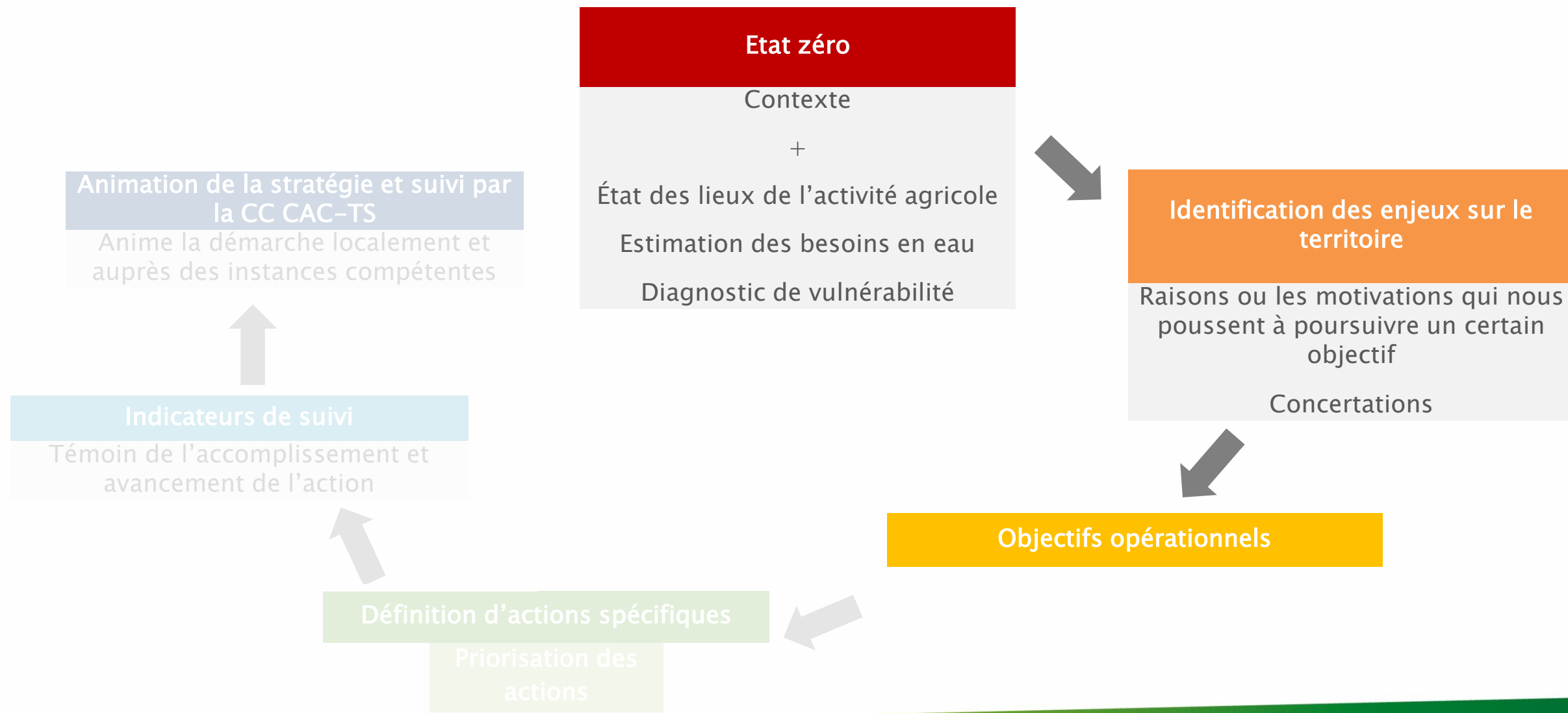
Atelier 1 (oct. 25) :

- Prod. végétale – Vallée Hérault : 8 présents
- Prod. végétale – Vallée des Gardons : 0 présent
- Elevage : 12 présents

Atelier 2 (nov. 25) :

- Prod. végétale – Vallée Hérault : 8 présents
- Prod. végétale – Vallée des Gardons : 8 présents
- Elevage : 7 présents

ELABORATION DE LA STRATÉGIE



LES GRANDS OBJECTIFS STRATÉGIQUES

Synthèse des enjeux → 36 répertoriés

Maintien des activités agricoles	Dépendance à l'eau	Disponibilité de la ressource	Pénibilité du travail
Accès à la ressource	Foncier limité	Adopter une agriculture résiliente	Engager des changements de pratiques
Maintien d'une production à haute valeur ajoutée	Pas d'augmentation des surfaces irriguées	Risque de déclin de l'activité agricole	Communication
Augmenter l'autosuffisance hydrique.	Soutien aux filières, acteurs, ...	Volumes d'eau importants sur un temps court (gestion des pics).	Identifier de nouvelles variétés ou cultures
Maintien de la typicité agricole	Biodiversité	Maintien des actifs agricoles	Agir partout
Restauration d'un patrimoine ancien	Maintenir les productions sur le territoire	Faciliter et permettre l'investissement	Protection du patrimoine existant
Partage des usages	Modernisation des outils	Partage de l'eau entre usagers	Gestion résiliente des ressources en eau disponibles.
Adapter le territoire au changement à venir	Encourager l'innovation	Attrait du territoire	Foncier peu accessible
Gestion différenciée	Autonomie fourragère à sécuriser	Sécurisation des productions	Restauration du patrimoine

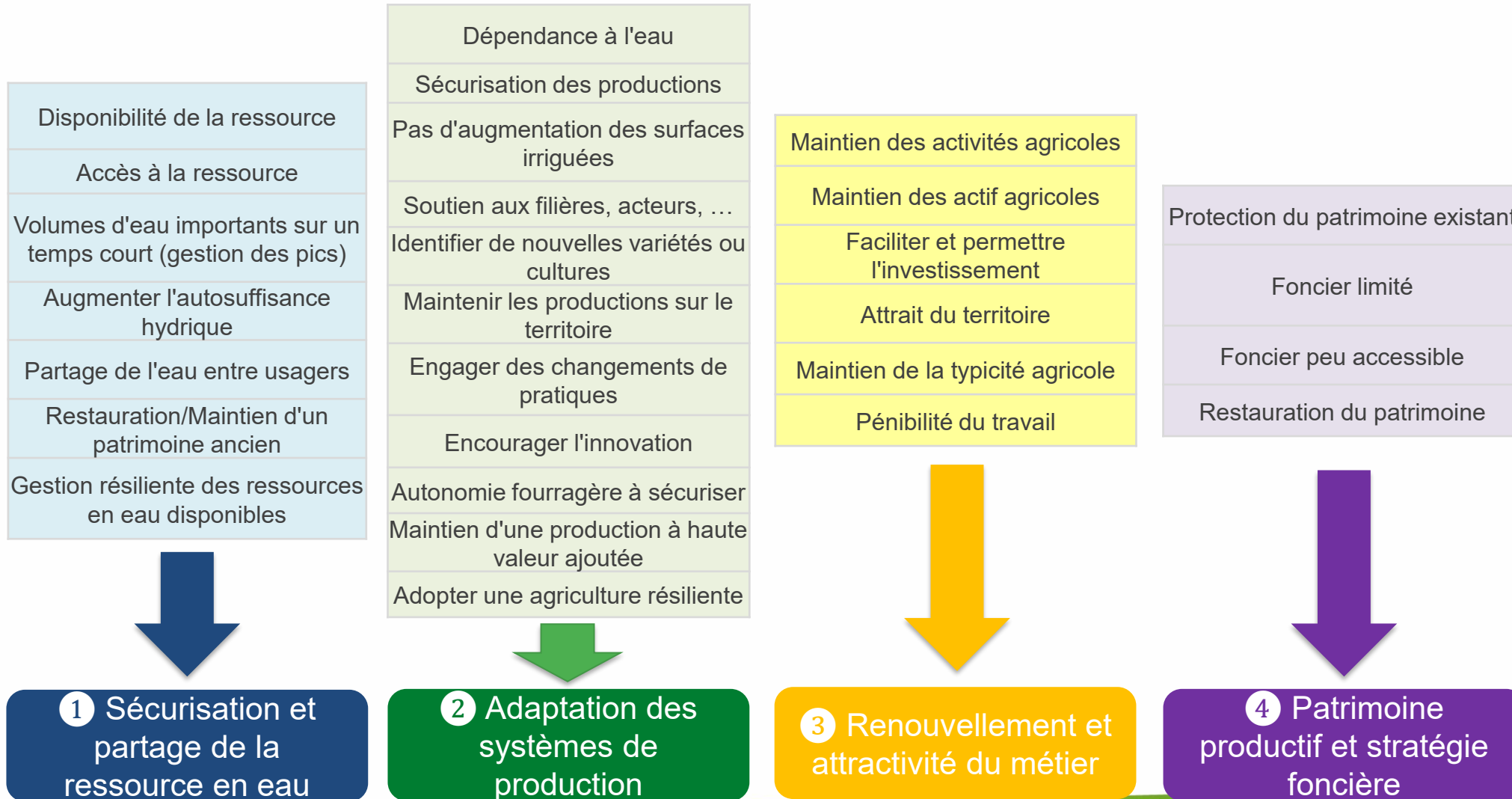
LES 5 GRANDS OBJECTIFS STRATÉGIQUES

Classement des enjeux → identification des grands ensembles

Maintien des activités agricoles	Dépendance à l'eau	Disponibilité de la ressource	Pénibilité du travail
Accès à la ressource	Foncier limité	Adopter une agriculture résiliente	Engager des changements de pratiques
Maintien d'une production à haute valeur ajoutée	Pas d'augmentation des surfaces irriguées	Risque de déclin de l'activité agricole	Communication
Augmenter l'autosuffisance hydrique.	Soutien aux filières, acteurs, ...	Volumes d'eau importants sur un temps court (gestion des pics).	Identifier de nouvelles variétés ou cultures
Maintien de la typicité agricole	Revalorisation d'une profession	Maintien des actifs agricoles	Agir partout
Restauration d'un patrimoine ancien	Maintenir les productions sur le territoire	Faciliter et permettre l'investissement	Protection du patrimoine existant
Partage des usages	Modernisation des outils	Partage de l'eau entre usagers	Gestion résiliente des ressources en eau disponibles.
Adapter le territoire au changement à venir	Encourager l'innovation	Attrait du territoire	Foncier peu accessible
Gestion différenciée	Autonomie fourragère à sécuriser	Sécurisation des productions	Restauration du patrimoine

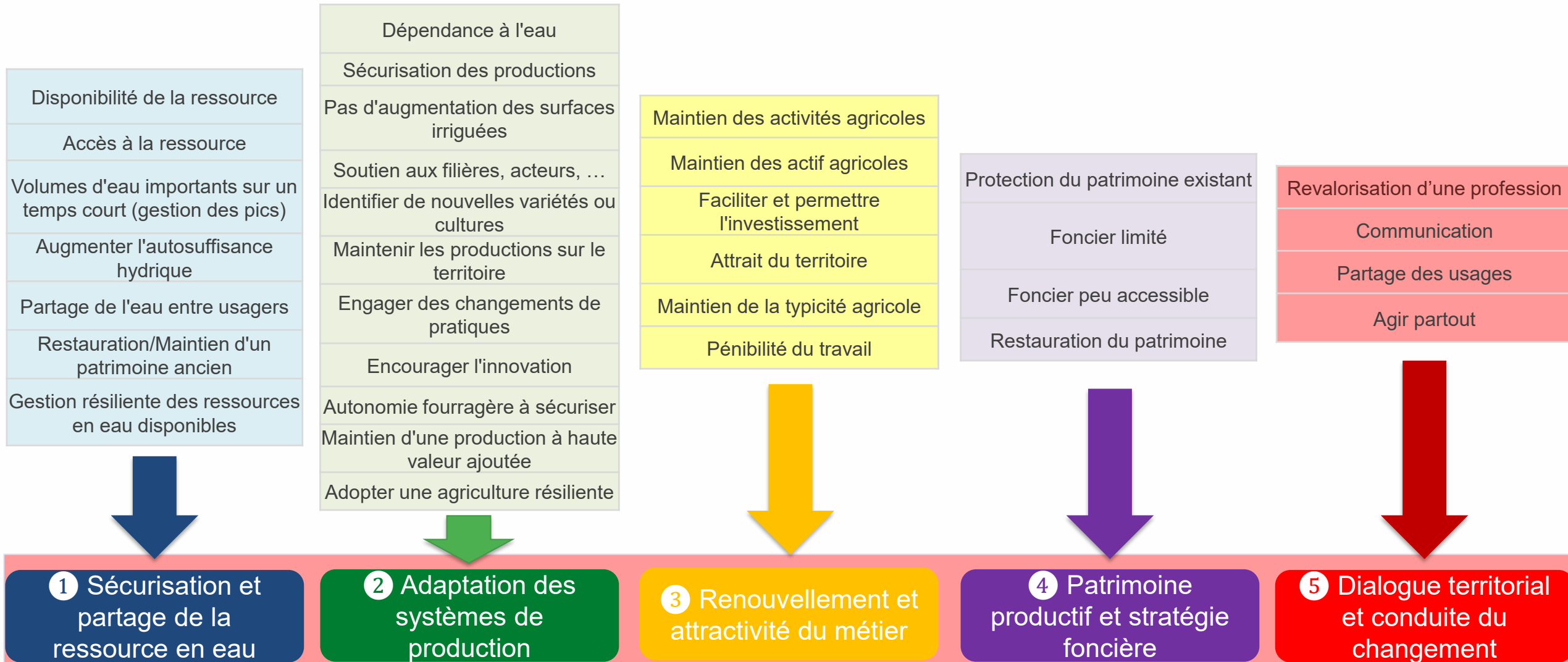
LES 5 GRANDS OBJECTIFS STRATÉGIQUES

Classement des enjeux → les grands objectifs opérationnels

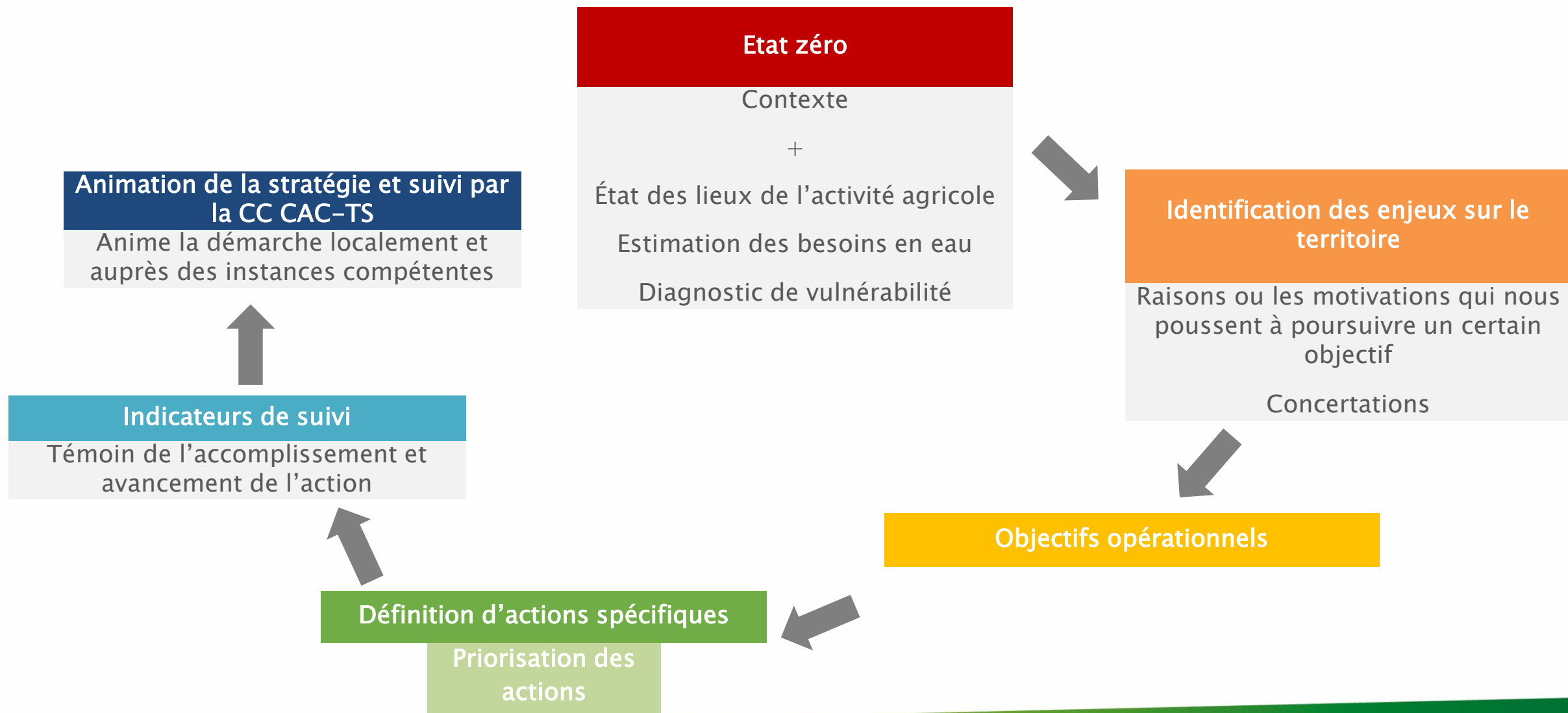


LES 5 GRANDS OBJECTIFS STRATÉGIQUES

Classement des enjeux → les grands objectifs opérationnels



ELABORATION DE LA STRATÉGIE



LES 5 GRANDS OBJECTIFS STRATÉGIQUES

Pour chaque objectif opérationnel des actions à déployer

1 Sécurisation et partage de la ressource en eau

6 fiches actions

2 Adaptation des systèmes de production au changement climatique

10 fiches actions

3 Renouvellement et attractivité du métier

2 fiches actions

4 Patrimoine productif et stratégie foncière

4 fiches actions

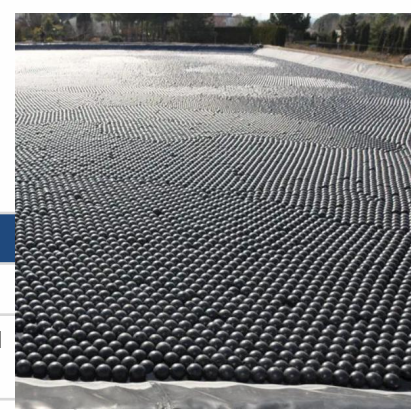
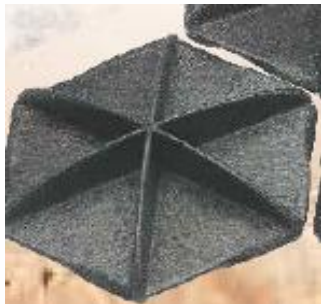
5 Dialogue territorial et conduite du changement

7 fiches actions

LES ACTIONS

Format des fiches actions (1/2)

Identification des principaux éléments de la fiche



Obj ①	SECURISATION ET PARTAGE DE LA RESSOURCE		
Action	REDUIRE L'EVAPORATION DES STOCKAGES		
Enjeux associés	Augmenter l'autosuffisance hydrique + Gestion résiliente des ressources en eau disponibles		
Espace ciblé	Surfaces des bassins d'irrigation (Vallée de l'Hérault > Vallée des Gardons)		
Acteur ciblé	Exploitants en productions végétales hors herbe ayant un bassin ou un bassin en projet	Animation	CC CAC, Chambre Départementale d'Agriculture
Niveau de priorité de l'action	À venir	Partenaire potentiel	Coopérative Origine Cévennes

Rappel du contexte et de la problématique

On dénombre plus d'une quarantaine de stockages sur le territoire représentant un volume total de 50 600 m³ et un volume moyen de bassin de 1 200 m³. Ces stockages remplis en automne-hiver sont utilisés en été en période d'irrigation et évitent de prélever sur le milieu sur une période donnée. Sur la période estivale, les ETP élevées génèrent des pertes par évaporation de l'ordre de 20 à 25 % sur toute la campagne d'irrigation et de 15 % sur la période juillet-début août.

Description de l'action

Placer des dispositifs sur la surface des bassins existants pour limiter les pertes par évaporation. Pour les stockages individuels, la mise en place de balles en polyéthylène de couleur noire ou des plaques hexagonales permet de bloquer les UV, réduit de 90 % les pertes par évaporation et évite le développement d'algues. Pour les projets de stockages collectifs, il pourrait être envisagé de mettre en place des panneaux photovoltaïques flottants couvrant en surface l'équivalent du fond du bassin.

Privilégier la mise en place de dispositifs de couverture (boules, plaques, ...) sur les bassins existants de plus de 1 000 m³ et leur mise en place systématique sur tous les futurs projets.

Mise en contexte et contenu de l'action

LES ACTIONS

Format des fiches actions (2/2)

Obj 1		SECURISATION ET PARTAGE DE LA RESSOURCE
Action		REDUIRE L'EVAPORATION DES STOCKAGES
Cahier des charges et mise en œuvre		
On a 22 bassins de plus de 1 000 m ³ et leur volume moyen est de 1 900 m ³ correspondant à une surface de 800 m ² . En partant sur 20 bassins, cela représente une surface cumulée de 16 000 m ² .		
<ul style="list-style-type: none"> → Phase test à conduire sur 3 bassins → Communiquer et identifier les intéressés → Organiser un groupement de commande → Accompagner la mise en œuvre 		
Coûts et financements (donnés à titre indicatif)		
Coûts (études, matériels, analyses, ...)		Pour 16 000 m ² de plaques hexagonales → 16 € HT/m ² Si phase de test (2 400 m ²) → 17 € HT/m ² Le coût au m ² est plus élevé que la bâche EPDM d'étanchéité
Animation	En jours (moyenne annuelle)	10 jours
	En prestation externe	6 000 € HT
Maître d'ouvrage potentiel		CC CAC ou ASA départementale du Gard
Taux de financements publics		À définir
Financier(s)		Agence de l'eau, Région, Département ?
Phasage prévisionnel		
2026 : Test des boules sur 3-4 bassins		
Etude technico-économique d'implantation de panneaux photovoltaïques pour les projets collectifs de stockage		
2027 : Demande de financement et équipement des ouvrages existants volontaires		
Résultat attendu		
Si les 20 bassins de plus de 1 000 m ³ étaient équipés (soit 41 600 m ³), on peut estimer le gain à 9 400 m ³ (0.9*0.25*41 600). Sur la base du premier devis obtenu et de la garantie sur 10 ans (10 fois 9 400 m ³), le m ³ économisé s'élève à 2,68 €.		
Indicateurs		
Nombre de bassins équipés, surfaces couvertes et surfaces irriguées à partir de ces bassins		

Mise en œuvre opérationnelle proposée

Estimation des coûts (€ et j) et des financements

Planification

Résultat attendu

Suivi de l'action

ORDRE DU JOUR

1. Construction de la stratégie
2. Actions à engager
3. Quelles priorisations ?

LES ACTIONS



Bassin de stockage



Bâche de stockage



Action	A1 - Stockage collectif et individuel	A2 - Réduction de l'évaporation (balles / alvéoles PE, Panneaux PV flottants, ...)
Enjeux	Disponibilité et accès à l'eau Autosuffisance et sécurisation hydrique	Augmenter l'autosuffisance hydrique et sécurisation Gestion résiliente des ressources en eau disponibles
Mise en œuvre	Conduite d'une étude préalable (hors spectre coopérative) En individuel : Accompagner les exploitations En collectif : Recherche, lancement et appui au projet naissant	Phase de test Identifier les intéressés et communication Organiser un groupement de commande Accompagner la mise en œuvre <i>Gain : réduction de 90 % de l'évaporation</i>
Origine de l'action	Élu, agriculteurs, BE-CA	BE-CA + agriculteurs
Acteurs clés	Coopérative O. Cévennes, CA30,	Coopérative O. Cévennes, CA30, ASA30
Coût invest.	Etude préalable : 40 000 € HT → Projet 10 bassins de 2000 m ³ /an : 500 000 € HT / an	300 000 € HT (équipement de 20 bassins existants > 1 000 m ³)
Coût animation	115 j/an 69 000 € HT	20 j/an 12 000 € HT

LES ACTIONS

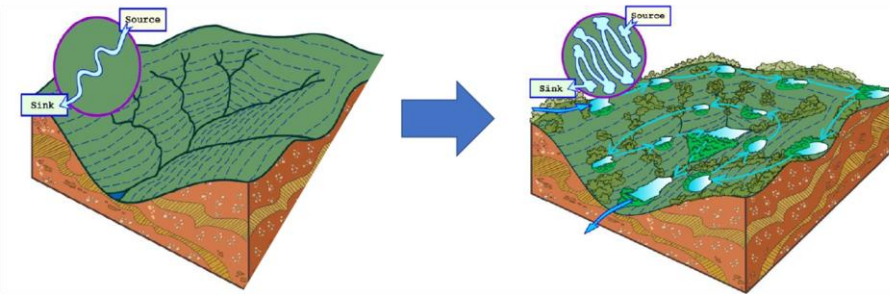
Action	A3 - Maintien des seuils existants	A4 - Récupération eaux de pluies (Hameaux + Bât. élevage)
Enjeux	Restauration/Maintien d'un patrimoine ancien Volumes d'eau importants sur un temps court (gestion des pics)	Accès à la ressource Volumes d'eau importants sur un temps court (gestion des pics)
Mise en œuvre	Identifier les ouvrages à maintenir et à protéger Audit des ouvrages Définition des travaux et entretiens Accompagnement	Sur les hameaux : Identification des secteurs Esquisse et faisabilité du projet (bassin de 500 m ³) Accompagnement Sur les bâtiments d'élevage : Identification des bâtis possibles Avant-projet (citerne 60 m ³) et travaux Accompagnement
Origine de l'action	BE-CA + agriculteurs	BE-CA
Acteurs clés	DDTM, Syndicat des hautes vallées de l'Hérault, EPTBs	CA élevage
Coût invest.	<i>Variable dépend des travaux identifiés</i>	Hameaux : 35 000 € HT (70€/m ³) Bâtis élevage : 10 000 € HT (170€/m ³)
Coût animation	20 j/an 12 000 € HT	20 j/an 12 000 € HT



LES ACTIONS

Action	A5 - Formation sur l'hydrologie régénérative	A6 - Mise en œuvre des principes de l'hydrologie régénérative (Ralentissement des flux amont ; récupération eaux de drainage)
Enjeux	Gestion résiliente des ressources en eau disponibles	Gestion résiliente des ressources en eau disponibles Accès à la ressource
Mise en œuvre	Session de formation à destination des agriculteurs – 3 jours	Organisation de réunions avec partenaires Identification des secteurs propices Définition d'un cahier des charges et mises en œuvre Accompagnement
Origine de l'action	BE-CA, agriculteurs	BE-CA
Acteurs clés	CA	
Coût invest.	7 000 € (~ 700 € / exploitant si groupe de 10)	Variable selon travaux effectués
Coût animation	10 j/an 6 000 € HT	15 j/an 9 000 € HT

Ralentir, répartir, infiltrer et stocker l'eau de pluie à l'échelle de la parcelle ou du bassin versant



DISCUSSION ET ÉCHANGE



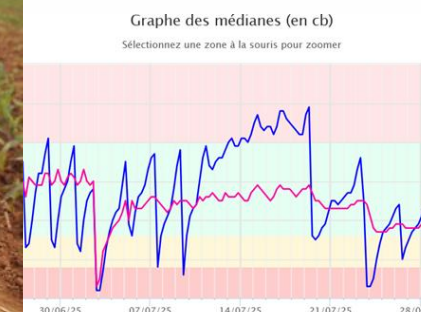
? Avez-vous des questions ?



Vos remarques ?

LES ACTIONS

Action	B1 - Amélioration rétention des sols	B2 - Pilotage par tensiomètres
Enjeux	Adopter une agriculture résiliente Dépendance à l'eau	Encourager l'innovation Maintenir les productions sur le territoire
Mise en œuvre	Encourager l'utilisation d'engrais organique pour augmenter la teneur en MO du Sol Etudier la faisabilité d'une PFC traitant les déchets verts et les déchets d'oignons	Etablir un document communication sur l'intérêt de l'outil Identification des intéressés Groupement de commande
Origine de l'action	Agriculteurs, BE-CA	Agriculteurs, BE-CA
Acteurs clés	CC CAC	CA, Coopérative O. Cévennes
Coût invest.	Etude de faisabilité : 50 000 € HT	35 000 € HT pour 10 sites /an
Coût animation	15 j/an 9 000 € HT	25 j/an 15 000 € HT

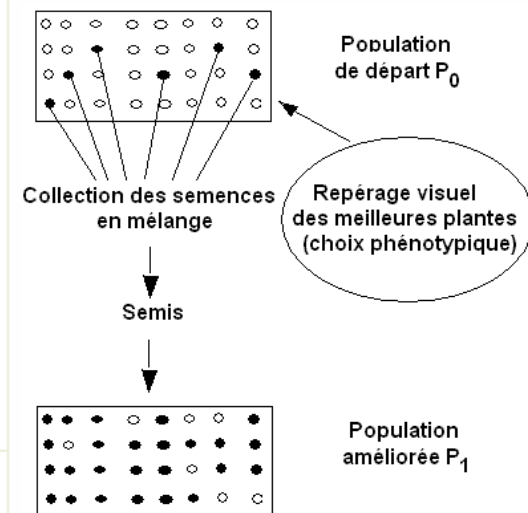


LES ACTIONS

Action	B3 - Automatisation de l'irrigation		B4 - Mise en œuvre du Goutte-à-goutte sur oignon		B5 - Gestion des couverts et paillage	
Enjeux	Encourager l'innovation		Sécurisation des productions Engager des changements de pratiques		Engager des changements de pratiques Pas d'augmentation des surfaces irriguées	
Mise en œuvre	Etablir un document communication sur l'intérêt de l'outil Identification des intéressés Groupement de commande		Consolider les essais menés Identifier la mise en œuvre optimale à la parcelle Partager les résultats Identification des intéressés Groupement de commande		Promotion des pratiques : démonstration, essais ou pilote Identification paillage/couvert optimal Animation et promotion de la pratique	
Origine de l'action	Agriculteurs, BE-CA		Agriculteurs, BE-CA		Agriculteurs, BE-CA	
Acteurs clés	Coopérative O Cévennes		Coopérative O Cévennes, CA		Coopérative O Cévennes, CA	
Coût invest.	15 000 € HT sur la base de 15 sites équipés par an		20 000 € HT sur 10 ans sur la base de 4 sites de 2 500 m ² par an → 1 800 à 2 000 € HT/ha		15 000 € HT sur 10 ans sur la base de 4 sites de 2 500 m ² par an → 1500 € HT / ha	
Coût animation	20 j/an	12 000 € HT	15 j/an	12 000 € HT	15 j/an	12 000 € HT



LES ACTIONS



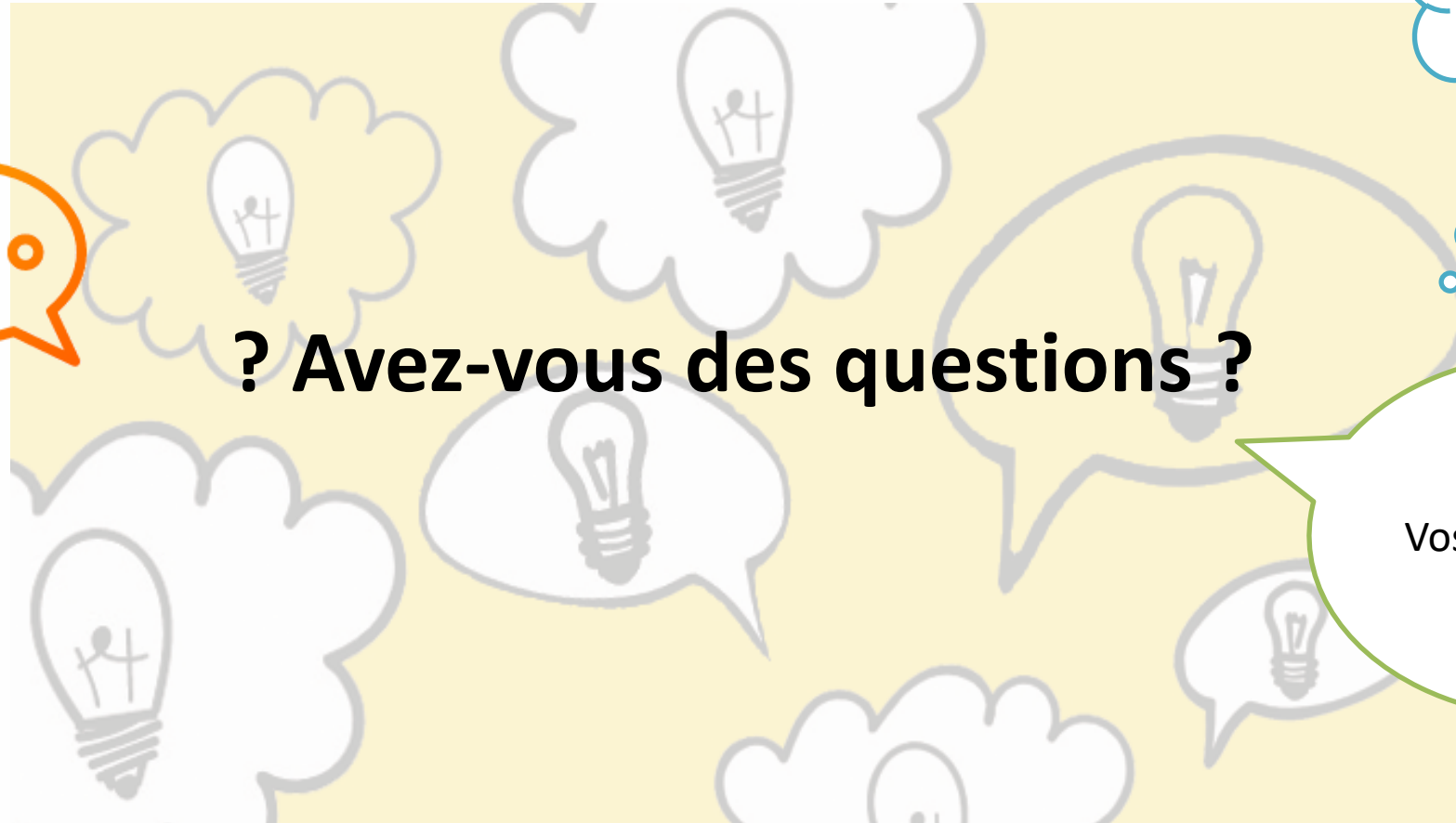
Action	B6 - Favoriser l'ombrage sur culture en place	B7 - Alternatives à l'oignon	B8 - Diversification variétale de l'Oignon doux
Enjeux	Engager des changements de pratiques Sécurisation des productions	Identifier de nouvelles variétés ou cultures	Maintien d'une production à haute valeur ajoutée
Mise en œuvre	Phase d'expérimentation (filet et agroforesterie) Etablir un document communication sur les résultats Identification des intéressés Groupement de commande	Mener une étude de filière spécifique : -Ciblage cultures : asperges, carottes, échalotes, ail, PPAM + 2 cultures novatrices -approche technico-économique - Adéquation avec le territoire - Étude de marché et potentialité de labellisation - Définition des protocoles d'essais Conduire des essais culturaux	Avec l'appui de la coopérative, Lancer/appuyer un plan de sélection massale résilient de l'oignon doux : - Sélection des plants - Tri des bulbes mères - Parcelles de multiplication - Test de stress contrôlés
Origine de l'action	Agriculteurs, BE-CA	Agriculteurs, BE-CA	BE-CA
Acteurs clés	CA, Agroof	Coopérative O Cévennes, CA	Coopérative O. Cévennes, CA, INRAE
Coût invest.	Expé. ombrage : 12 500 € HT Expé. agroforesterie : 15 000 € HT	Etude 50 000 € HT Essais : 30 000 € HT	-
Coût animation	25 j/an 15 000 € HT	15 j/an 9 000 € HT	15 j/an 9 000 € HT

LES ACTIONS

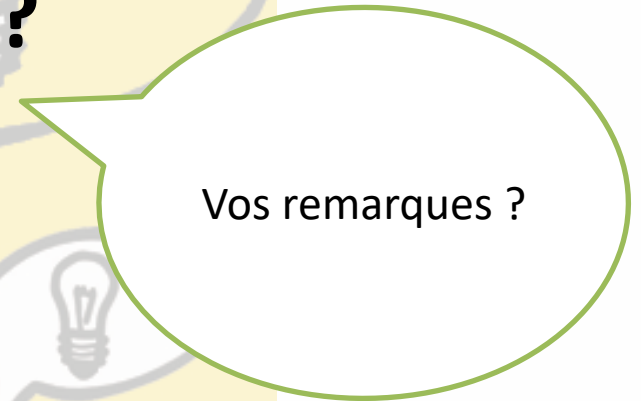
Action	B9 - Pâturage en forêt domaniale		B10 - Eclaircie des Châtaigneraies	
Enjeux	Autonomie fourragère à sécuriser		Autonomie fourragère à sécuriser	
Mise en œuvre	Inventaire et Concertation Rédaction de la Convention-Type Travaux d'aménagement Suivi et Évaluation		Identification des portions de territoires propice Réunion de travail : éleveur + CNPF + PNC Rédaction d'une charte d'entretien type à valider (réf. À « Votre châtaigneraie » du PNC) Accompagnement	
Origine de l'action	BE-CA		Agriculteurs	
Acteurs clés	ONF		ASA du Gard, CRCA, PNC, CNPF	
Coût invest.	<i>Variable selon travaux effectués</i>		<i>Variable selon travaux effectués (Rex en attente – Lozère)</i>	
Coût animation	15 j/an	9 000 € HT	20 j/an	12 000 € HT



DISCUSSION ET ÉCHANGE



? Avez-vous des questions ?



LES ACTIONS



Action	C1 - Parcours d'installation/transmission		C2 - Espaces de test agricole	
Enjeux	Maintien des activités agricoles Maintien des actifs agricoles Favoriser la reprise des exploitations		Faciliter et permettre l'investissement Attrait du territoire	
Mise en œuvre	Relais de communication et de sensibilisation à la transmission en collaboration avec le Point Accueil Transmission de la Chambre d'agriculture Organisation forum transmission local avec experts		Acquisition foncière et aménagement Appel à candidature et sélection Accompagnement et coordination	
Origine de l'action	BE-CA		BE-CA	
Acteurs clés	CA, CC CAC		CC CAC, CA, RENETA, SAFER, Terre de liens	
Coût invest.	-		Invest. Foncier (0,5 ha) : 7 500 € HT - A vérif SAFER Invest d'aménagement : 20 000 € HT (hors matériel agricole)	
Coût animation	20 j/an	12 000 € HT	25 j/an	15 000 € HT

DISCUSSION ET ÉCHANGE



? Avez-vous des questions ?



Vos remarques ?

LES ACTIONS

Action	D1 - Réhabilitation des murs de terrasses		D2 - Stratégie foncière : Dissociation Bâti – Terres cultivables	
Enjeux	Protection du patrimoine existant Restauration du patrimoine		Foncier limité Foncier peu accessible	
Mise en œuvre	Formation 'Pierre Sèche' pour les exploitants Campagne d'identification des secteurs critiques (priorisation) Accompagnement et animation Communication et valorisation		Réunion de travail avec la SAFER : définir la stratégie opérationnelle et les secteurs prioritaires Sensibilisation des Notaires Veille foncière, accompagnement et suivi	
Origine de l'action	BE-CA, agriculteurs		Agriculteurs	
Acteurs clés	CA, agriculteurs, CC CAC, Maison de l'eau		CC CAC, SAFER, Notaires	
Coût invest.	Formation : 7 000 € HT Expertise et diagnostic : 20 000 € HT Travaux : <i>variable</i> Communication : 2 000 € HT		Frais annexes (si à la charge de CC CAC): - Géomètre : 3 000 € HT - Frais de dossiers : 1 000 € HT	
Coût animation	35 j/an	21 000 € HT	35 j/an	21 000 € HT



LES ACTIONS



Action	D3 - Observatoire du foncier en déprise		D4 - Création d'une charte pour l'entretien des terres	
Enjeux	Foncier limité		Foncier limité	
Mise en œuvre	Cadrage technique (définition de friche + secteurs géographiques) et institutionnel Construction d'un observatoire SIG (données existantes et acquisition terrain) Actualisation de l'observatoire Agir sur les friches identifiées		Co-construction de la charte Recensement des solutions d'entretien et création d'un guide Communication et signature Suivi et animation	
Origine de l'action	BE-CA		BE-CA	
Acteurs clés	CC CAC, CA, SAFER		CC CAC, CA, SAFER, PNC, association de propriétaires	
Coût invest.	Inventaire (externalisé) des friches et caractérisation : 15 000 € HT		Communication : 8 500 € HT	
Coût animation	25 j/an	15 000 € HT	15 j/an	9 000 € HT

DISCUSSION ET ÉCHANGE



? Avez-vous des questions ?



Vos remarques ?

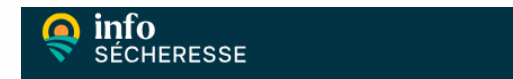
LES ACTIONS

Action	E1 - Valorisation de la profession agricole		E2 - Appui aux programmes existants		E3 - Gouvernance locale de l'eau à l'échelle de petite vallée	
Enjeux	Revalorisation d'une profession Communication		Agir partout		Partage des usages Communication	
Mise en œuvre	Création d'un kit de communication <i>Exemple naming : 'Racines d'avenir' :</i> <ul style="list-style-type: none"> - Vidéos portraits d'agriculteurs - Journées fermes ouvertes - Brochure pédagogique / livret d'accueil - Intervention auprès des scolaires Conception, logistique et animation Salle dédiée à la maison de l'eau (déjà en cours)		Echanges et partenariat avec les acteurs techniques du territoire Valorisation en local de programmes d'actions déjà existants Relai local		Création d'une gouvernance par sous-bassin Etablir un règlement d'usage de l'eau agricole au sein d'une petite vallée ("tours d'eau" entre préleveurs selon les niveaux de restrictions règlementaires) Animation	
Origine de l'action	Agriculteurs, BE-CA		BE-CA		BE-CA	
Acteurs clés	CC CAC, Agriculteurs, CA		CC CAC, partenaires techniques locaux		CC CAC, CA, Syndicat des Hautes Vallées de l'Hérault, DDTM, EPTBs	
Coût invest.	Kit de communication : 17 000 € HT		-		-	
Coût animation	25 j/an	15 000 € HT	30 j/an	18 000 € HT	20 j/an	12 000 € HT

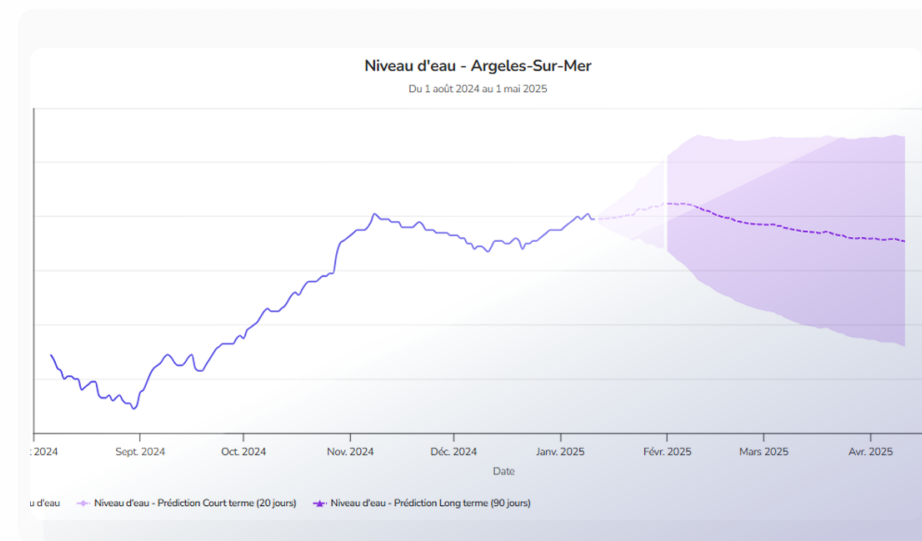


LES ACTIONS

Action	E4 - Observatoire local de l'eau		E5 - Groupe d'échanges techniques	
Enjeux	Communication Agir partout		Communication Agir partout Partage des usages	
Mise en œuvre	Mise en place d'un observatoire de l'eau (axe 1) : intégration des données SIG et interconnexion avec les mesures de débits, paramètres météorologiques, ... Acquisition d'un outil prédictif Suivi : outil de gestion et de pilotage en période de crise Communication préventive et animation		Création de groupes d'échanges techniques et de partage d'expériences entre exploitants (élevage-PV) Partage des résultats d'expérimentations	
Origine de l'action	BE - CA		BE - CA	
Acteurs clés	CC CAC		CC CAC, CA, exploitants	
Coût invest.	Modèle prédictif : 20 000 € HT		-	
Coût animation	30 j/an	18 000 € HT	15 j/an	9 000 € HT



Cours d'eau / Gard (30)



LES ACTIONS

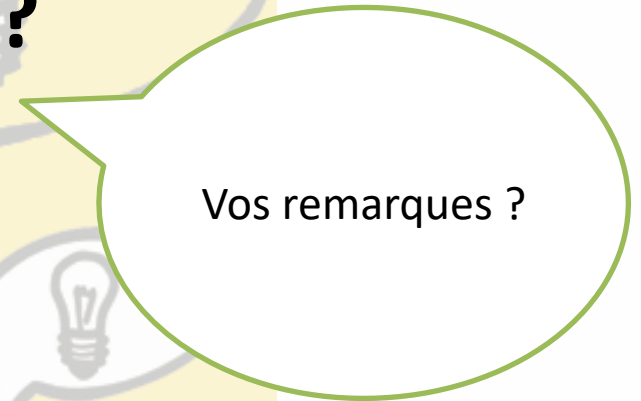
Action	E6 - Médiation Agri-État		E7 - Animation de la politique agricole communautaire	
Enjeux	Revalorisation d'une profession Communication		Adapter le territoire au changement à venir Engager des changements de pratiques Risque de déclin de l'activité agricole	
Mise en œuvre	Organisation de rencontres et d'échanges DDTM – CC CAC – Agriculteurs		Déploiement de la stratégie opérationnel retenue Animation des actions Animation du réseau Veille sur les appels à manifestation d'intérêt	
Origine de l'action	BE - CA		BE – CA	
Acteurs clés	CC CAC, DDTM		CC CAC	
Coût invest.	-		Recrutement/maintien d'un agent contractuel : 50 000 € HT / an	
Coût animation	10 j/an	6 000 € HT	Cf actions	Cf actions



DISCUSSION ET ÉCHANGE



? Avez-vous des questions ?

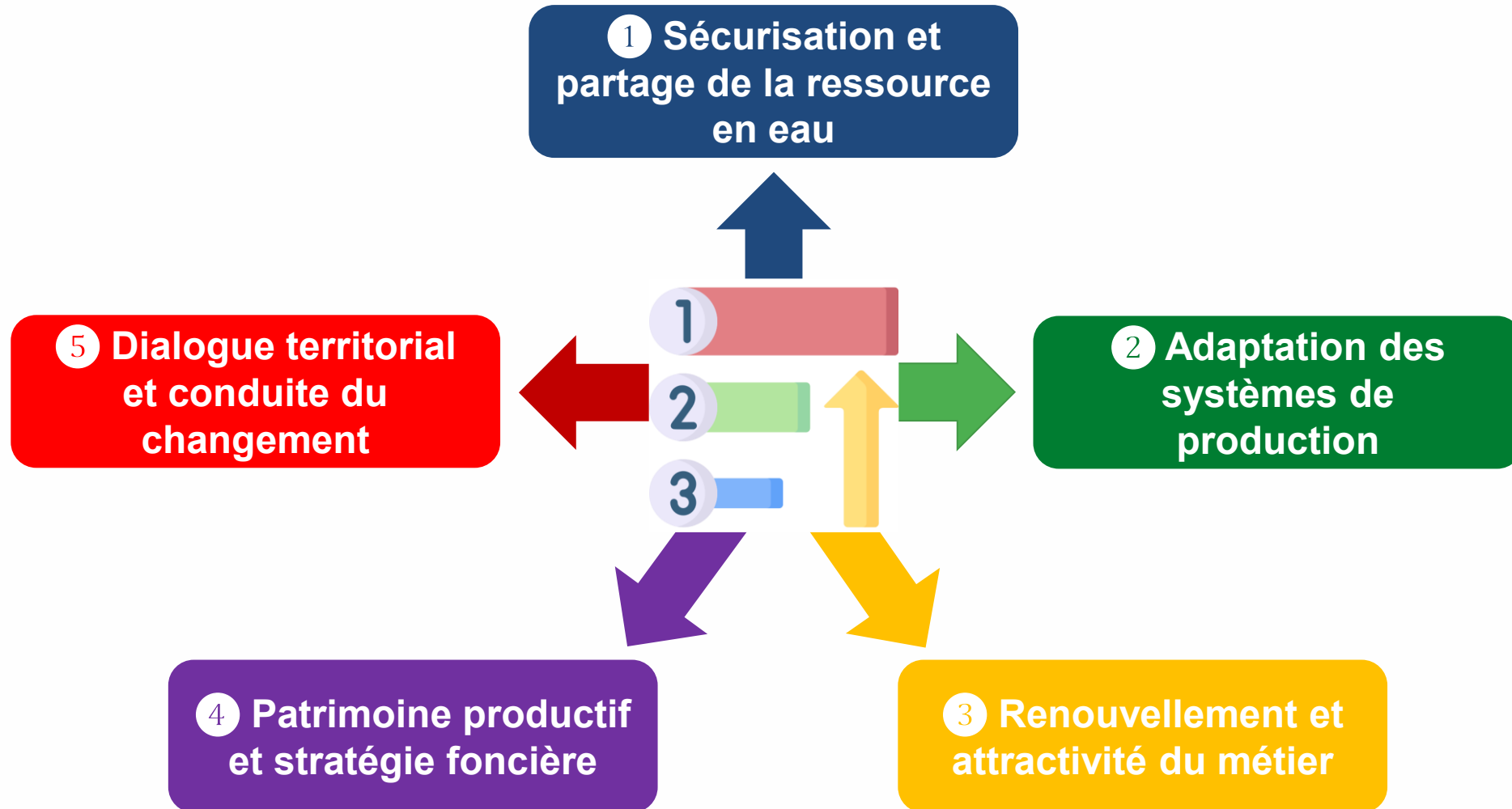


ORDRE DU JOUR

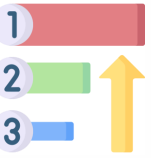
1. Construction de la stratégie
2. Actions à engager
3. Quelles priorisations ?

LES 5 GRANDS OBJECTIFS STRATÉGIQUES

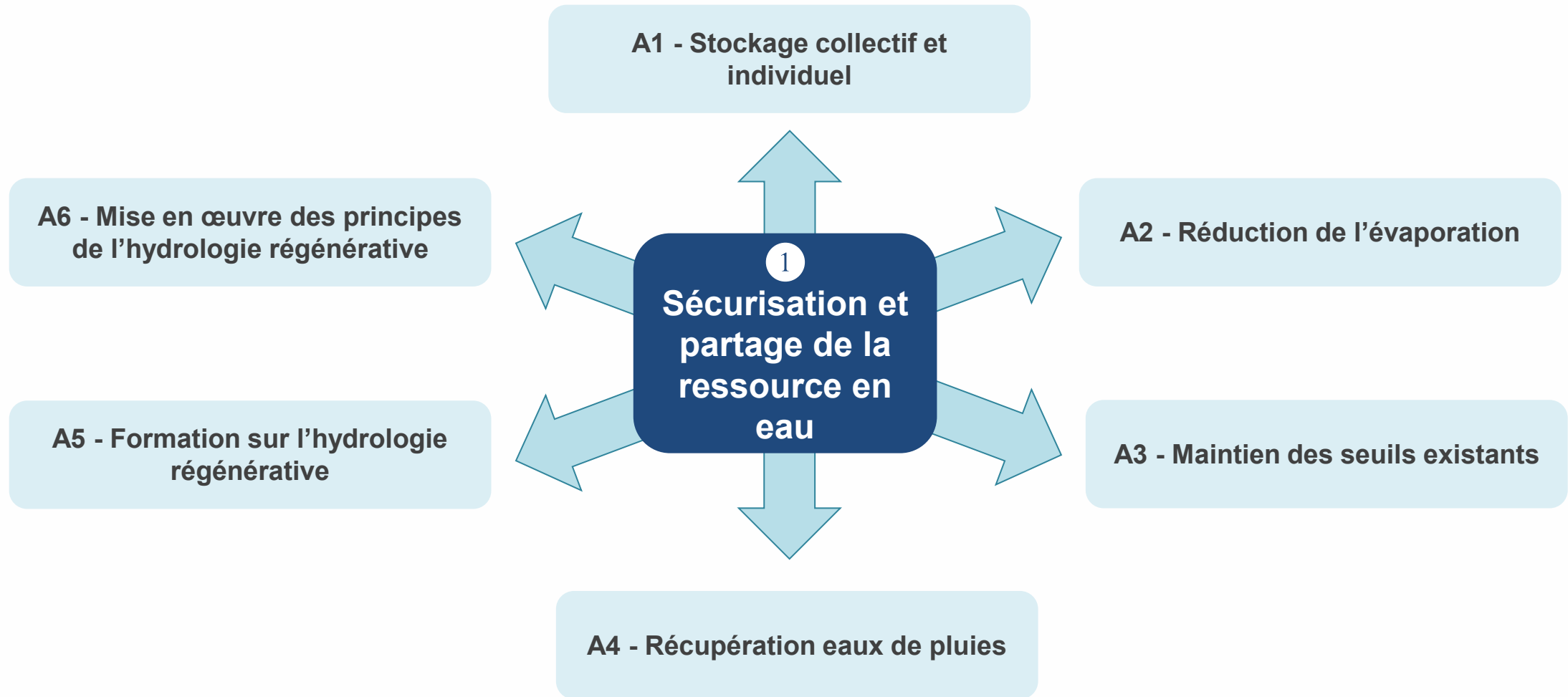
Quels objectifs prioriser ?



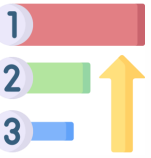
LES 5 GRANDS OBJECTIFS STRATÉGIQUES



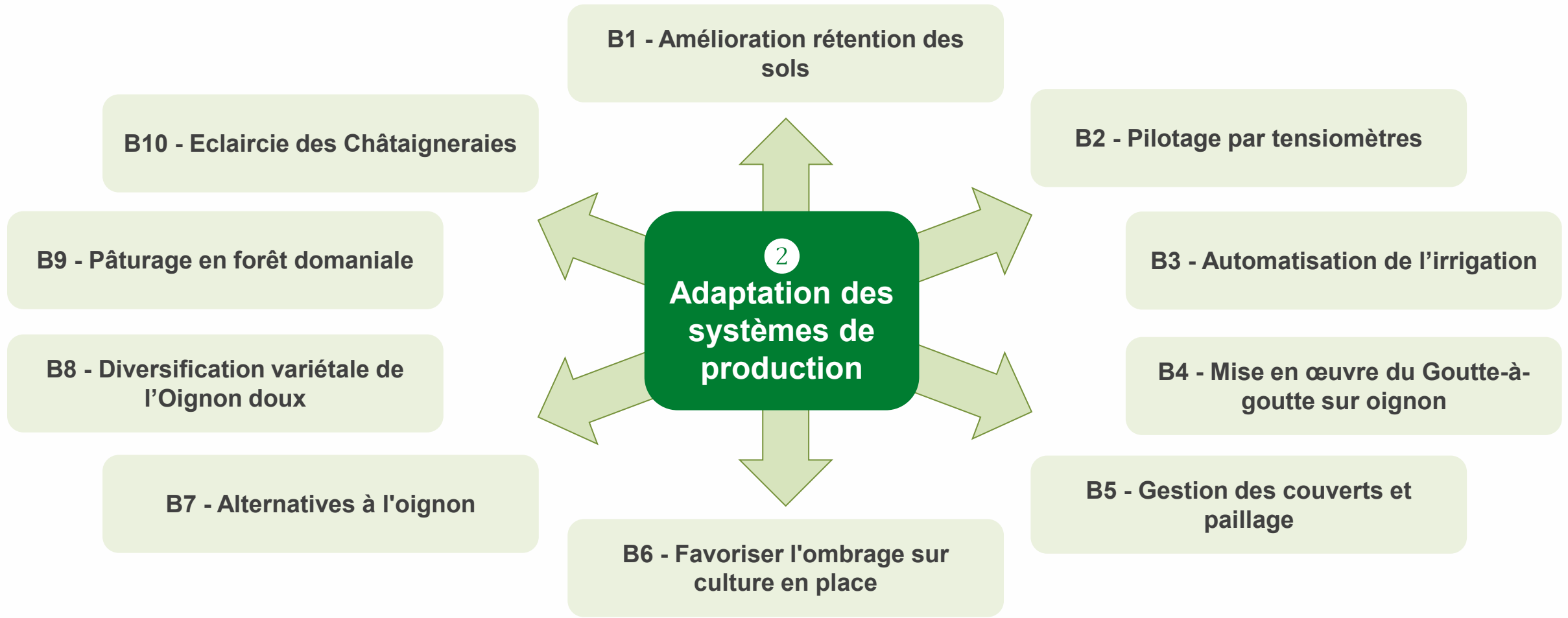
Quelles actions prioriser ?



LES 5 GRANDS OBJECTIFS STRATÉGIQUES



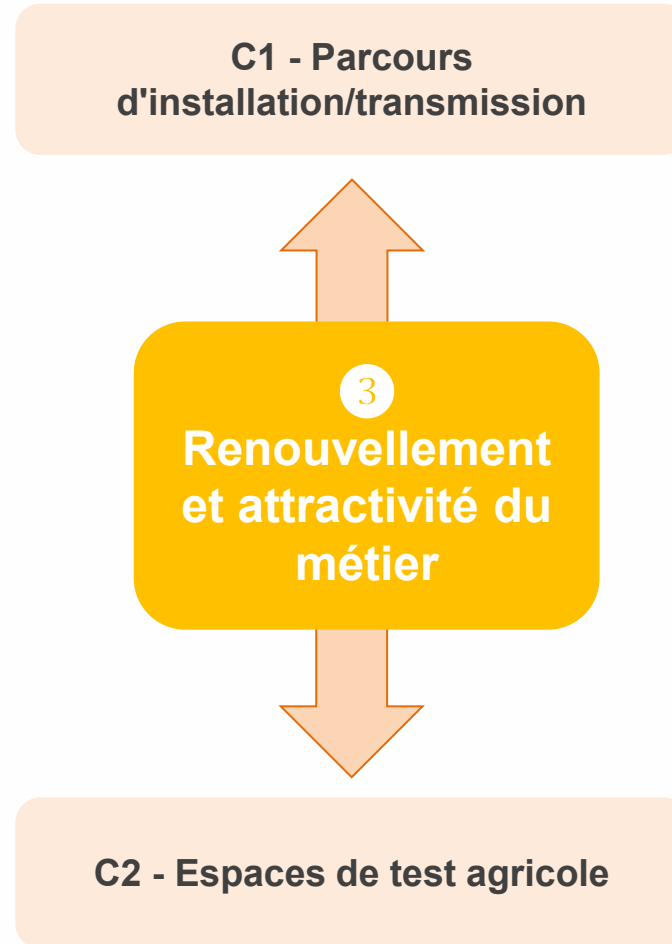
Quelles actions prioriser ?



LES 5 GRANDS OBJECTIFS STRATÉGIQUES



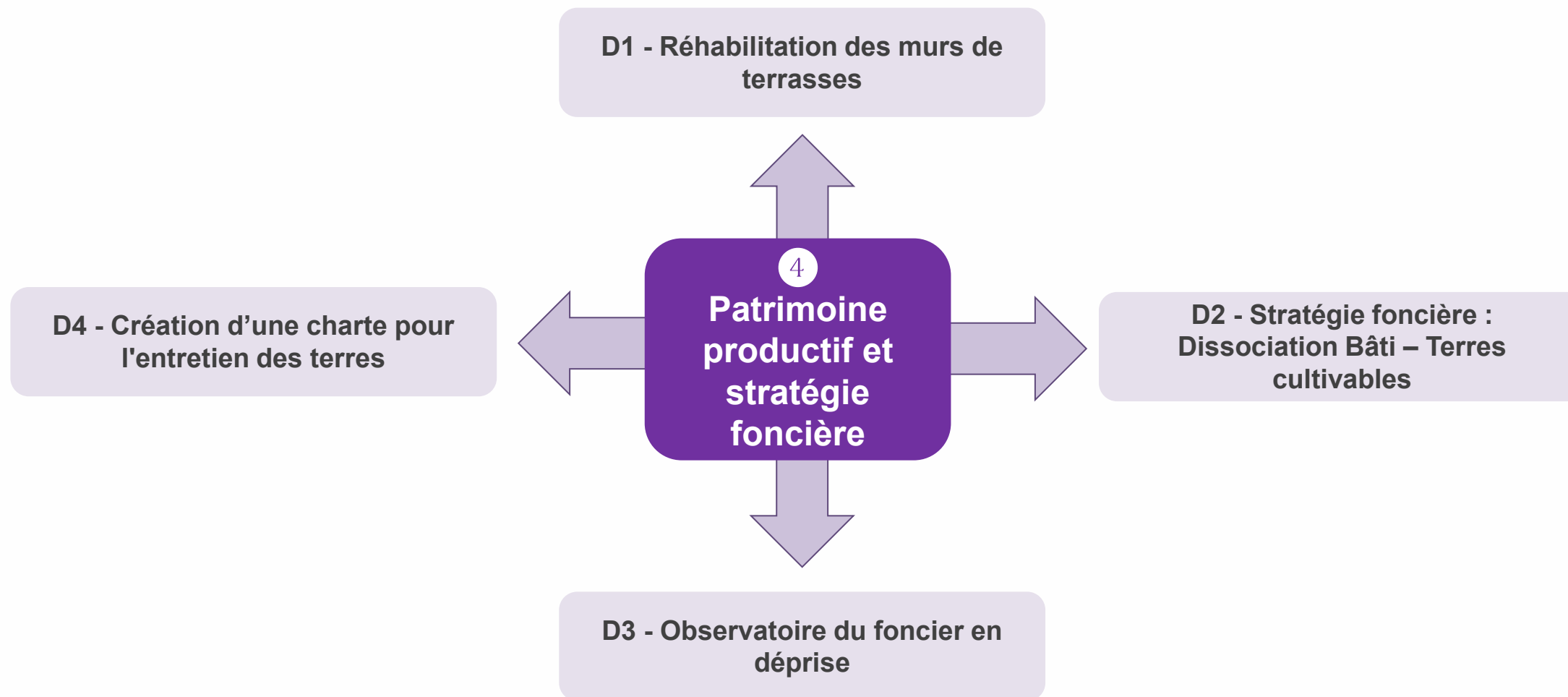
Quelles actions prioriser ?



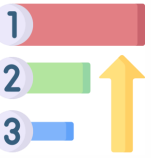
LES 5 GRANDS OBJECTIFS STRATÉGIQUES



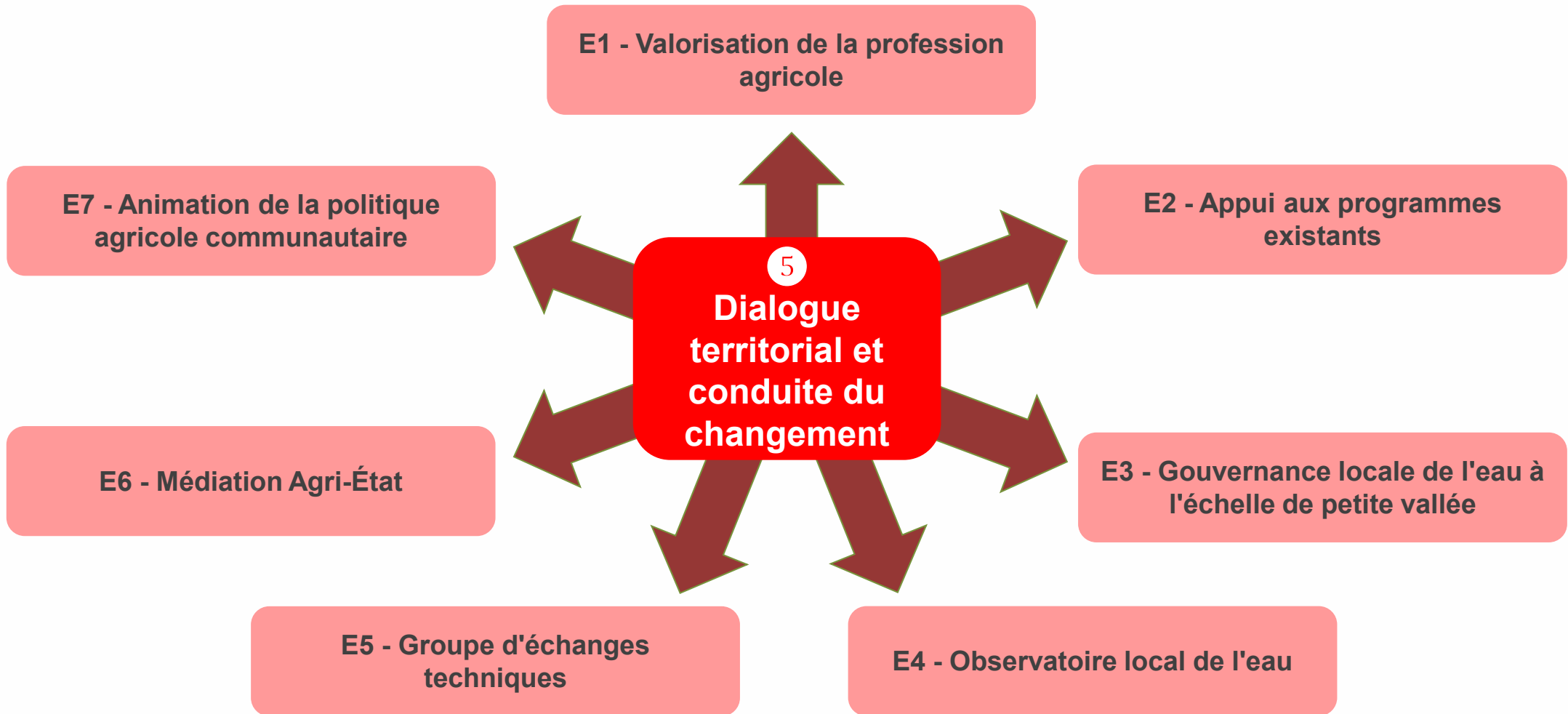
Quelles actions prioriser ?



LES 5 GRANDS OBJECTIFS STRATÉGIQUES



Quelles actions prioriser ?



LES 5 GRANDS OBJECTIFS STRATÉGIQUES

Fin d'étude – Horizon fin février

- Consolidation des actions et de la priorisation retenue
- Ecriture d'un scénario sur la base des priorisations
- Restitution finale à caler pour la fin février au plus tard

MERCI DE VOTRE ATTENTION



Julien JOURNOT

j.journot@alliance-env.fr

06 68 28 48 36



Muriel LEROUX

muriel.leroux@gard.chambagri.fr

06 27 36 67 37